

Termes de référence (TdRs) pour un Consultant National

Titre du Projet	: Burundi: Market Access Upgrade Programme – MARKUP.
Numéro du Projet	: B718.
Lieu de travail	: Local à Bujumbura.
Responsable du recrutement	: Mr. Khemraj Ramful, Conseiller principal, gestion de la qualité des exportations, Facilitation des échanges et Politiques pour l'entreprise.
Type de consultant	: Consultant National.
Titre de la mission	: Elaboration d'un Guide de Bonne Gouvernance pour les Institutions de l'Infrastructure Nationale de la Qualité : BBN, CNTA et ISABU et Organisation des ateliers de formation sur ce guide.
Pays	: Burundi.
Date de début provisoire	: Le 07 Septembre 2020.
Date de fin provisoire	: Le 31 Décembre 2020.
Nombre de jours de prestation	: 40 jours. <ul style="list-style-type: none">• 5 jours ouvrables pour préparer un plan de travail avec calendrier des activités (le 11 septembre 2020);• 15 jours ouvrables pour visiter les Ministères de tutelle du BBN, CNTA et de l'ISABU, à savoir le Ministère du Commerce, du Transport et du Tourisme ainsi que le Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage; l'Institut National de Santé Publique (INSP) ; l'Office pour le Développement du Café du Burundi (ODECA), l'Office du Thé du Burundi (OTB) et ; toute autre institution/entreprise exigeant les services du BBN, du CNTA et de l'ISABU ainsi que les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) jugés utiles pour asseoir un guide plus complet que possible, etc...(le 2 octobre 2020)• 5 jours ouvrables pour présenter l'état des lieux de la gouvernance dans les institutions de l'Infrastructure Qualité et de l'articulation du Guide de Bonne Gouvernance (le 9 octobre 2020)• 10 jours ouvrables de travail pour préparer et présenter un premier projet de rapport du Guide de Bonne Gouvernance des Institutions de l'Infrastructure Qualité (le 23 octobre 2020);



- 3 jours ouvrables de travail pour rédiger le rapport de mission final sur le Guide de Bonne Gouvernance des institutions de l'Infrastructure Qualité (le 28 Octobre 2020).
- 2 jours ouvrables pour organiser un atelier de formation sur ce Guide de Bonne Gouvernance (30 octobre 2020).

Calendrier de paiement : 100% à la fin des travaux, selon la satisfaction de l'ITC.

Contexte :

Projet

Le projet MARKUP, financé par l'UE, vise à contribuer au développement économique du Burundi en augmentant la valeur des exportations agricoles extrarégionales et intra-régionales, l'accent étant mis sur les exportations vers l'Union Européenne. L'objectif spécifique est d'améliorer l'accès aux marchés de l'UE et de la région de l'Afrique de l'Est des secteurs agro-industriels et horticoles burundais.

Institutions de l'Infrastructure Nationale de la Qualité (INQ)

Le Centre du Commerce International (ITC), à travers le projet MARKUP Burundi, a financé le développement du projet de la Politique Nationale de la Qualité (PNQ) du Burundi, instrument de base du Gouvernement dans l'établissement et la supervision du Système d'Infrastructure de la Qualité (SIQ). La mise en œuvre de cette PNQ permettrait à l'Etat burundais de disposer d'un SIQ opérationnel et reconnu sur les plans régional et international en même temps qu'une réglementation technique appropriée pour protéger la santé et la sécurité de notre population et préserver notre environnement et notre écosystème. Ainsi, les Institutions de l'INQ mises en place par le Gouvernement du Burundi et appuyées dans le présent programme ont la principale mission *d'établir et mettre en œuvre la normalisation, la métrologie (scientifique, industrielle et légale), l'accréditation et les services d'évaluation de la conformité (inspection, analyses, essais et étalonnages, et certification des produits et des systèmes) nécessaires pour fournir la preuve acceptable que les produits et services satisfont aux exigences définies, qu'elles soient exigées par les autorités réglementaires (règlement technique) ou par le marché (de manière contractuelle ou tacite)*. Pour rendre ces institutions plus professionnelles et plus crédibles auprès de leurs parties prenantes et partenaires tant techniques que financiers, elles ont besoin d'asseoir une bonne gouvernance dans leurs pratiques quotidiennes.

Pour y arriver, l'ITC voudrait recruter un Consultant national pour développer un Guide de Bonne Gouvernance et organiser des ateliers de formation sur le contenu de ce guide à l'endroit des institutions bénéficiaires.

RESPONSABILITES

:

Sous la direction générale et la supervision directe du Conseiller principal pour la gestion de la qualité à l'exportation de l'ITC, le Consultant national travaillera en étroite collaboration avec la Coordinatrice Nationale du projet MARKUP Burundi, le BBN, le CNTA et l'ISABU. Plus précisément, il effectuera les tâches suivantes:

Description des responsabilités/ fonctions :

1. Visiter et interroger le personnel du BBN, du CNTA et de l'ISABU, les autres institutions de recherche/développement, les autres laboratoires d'analyse alimentaire, les unités de transformation alimentaire et les Petites et Moyennes Entreprises (PME) partenaires du BBN, du CNTA et de l'ISABU afin de récolter les informations nécessaires à la formulation d'un Guide de Bonne Gouvernance. Ces institutions sont entre autres:
 - Les Ministères de tutelle du BBN, CNTA et de l'ISABU, à savoir le Ministère du Commerce, du Transport et du Tourisme ainsi que le Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage;
 - L'Institut National de Santé Publique (INSP) ;
 - L'Office pour le Développement du Café du Burundi (ODECA) ;
 - L'Office du Thé du Burundi (OTB) et ;
 - Toute autre institution/entreprise exigeant les services du BBN, du CNTA et de l'ISABU ainsi que les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) jugés utiles pour asseoir un guide plus complet que possible.
2. Formuler un Guide de Bonne Gouvernance qui tient compte du contexte juridique, économique et social au niveau national, régional et international et qui réponde aux défis actuels en anticipant sur les besoins futurs. Le Guide de Bonne Gouvernance comprendra les informations concernant :
 - i. Présentation de l'état des lieux en matière de gouvernance dans ces institutions : les défis et recommandations des actions correctives à mener ;

- ii. Une proposition des organes clés qui devraient être impliqués dans la gouvernance, leur comportement, leur responsabilité, leur composition et structure, les compétences des membres qui doivent figurer dans les organes, le temps qu'ils doivent allouer à cette responsabilité, leur indépendance, les différents comités, leur responsabilité et leur rémunération, ainsi que leur rôle ;
- iii. La culture de ces institutions, c'est-à-dire la culture et le comportement d'éthique, l'intégrité, le code d'éthique et de conduite, la culture de lutte contre la corruption et la malversation, l'implication des employés dans la gouvernance de ces institutions, la conformité aux règles et lois et les mécanismes de faire des alertes ;
- iv. La gestion des risques, le contrôle interne et les audits internes ;
- v. La tenue de la comptabilité et l'audit externe ;
- vi. Les rémunérations ;
- vii. La publication et la transparence ;
- viii. Les droits des parties prenantes ;
- ix. Les obligations des parties prenantes.

Résultats attendus et échéances :

1. Plan de travail avec calendrier des activités (le 11 septembre 2020) ;
2. Présentation de l'état des lieux de la gouvernance dans les institutions de l'Infrastructure Qualité et de l'articulation du Guide de Bonne Gouvernance (le 9 octobre 2020) ;
3. Présentation du premier projet de rapport du Guide de Bonne Gouvernance des Institutions de l'Infrastructure Qualité (le 23 octobre 2020) ;
4. Rapport final du Guide de Bonne Gouvernance des institutions de l'Infrastructure Qualité (le 28 Octobre 2020).
5. Organisation d'un atelier de formation sur ce Guide de Bonne Gouvernance (30 octobre 2020).



Education :

Diplôme postuniversitaire avec au moins dix (10) ans d'expérience ou Doctorat avec au moins sept (07) ans d'expérience dans le domaine des sciences économiques et de gestion administrative, de droit, de management des entreprises, ou dans une autre discipline similaire.

Expérience requise :

Expérience professionnelle avérée dans l'élaboration de Guide avec preuve à l'appui, la bonne connaissance et l'expérience dans l'administration des institutions publiques et privées.

Connaissances/aptitude :

- Disposer d'un sens professionnel de s'entretenir respectueusement avec le personnel de haut niveau et de niveau intermédiaire dans les ministères, les départements et les institutions nationales afin d'établir des relations professionnelles et de susciter l'engagement et la volonté de mettre en place un modèle de gouvernance plus professionnelle et crédibles ;
- Avoir une excellente connaissance du milieu de travail ;
- Etre apte à desceller des lacunes organisationnelles et prompt à suggérer des actions correctives ;
- Avoir un bon sens de raisonnement objectif et rationnel orienté vers la résolution de problèmes et la recherche de solutions, tout en proposant des approches alternatives ;
- Etre un bon(ne) communicateur (trice) capable de présenter avec clarté et succinctement des concepts complexes et interdépendants de manière logique et méthodologique ;
- Avoir des excellentes compétences en rédaction de rapports ;
- Travailler facilement avec les logiciels de messagerie et de communications standard, MS-Word, PowerPoint, Excel, MS-Office et les applications de partage de fichiers en ligne.

Langues :

Le français parlé et écrit est indispensable et la connaissance de l'anglais constitue un atout.